



DAI/FINNET

Development Alternatives, Inc. & USAID
Projet d'appui à la Microfinance

Base de Données sur les Institutions de Microfinance

Présentation des Résultats

Juin 2005

**#11, Rue Lechaud / Bourdon (entrée Rue Marcadieu)
Port-au-Prince, Haïti
tél. : 245-9547, 245-0276, 245-4721**

Description de la Base de Données

La base de données «Institutions de Microfinance» (IMF) de DAI/FINNET regroupe certaines informations sur les activités de 96 institutions offrant des services de crédit et d'épargne à un public largement exclu des services bancaires de type traditionnel. Les informations contenues dans cette version de la base de données ont été collectées durant la période novembre 2004 – mars 2005 et comprennent des statistiques datant du 30 septembre 2004. Nous avons demandé à chaque institution de la base de données de remplir un questionnaire. Nous avons accompagné cet envoi de questionnaires de contacts personnels ou téléphoniques de façon à encourager une réponse de la part des IMF. Toutes les informations dans cette base de données nous ont été communiquées par les IMF elles-mêmes et sont présentées telles quelles. Bien que nous ayons exercé un contrôle d'ordre général, nous n'avons pu vérifier l'exactitude de toutes les informations qui nous ont été rapportées.

Le but de cette base de données n'est pas de constituer une source d'informations exhaustive et détaillée sur les IMF. Nous avons consciemment limité notre approche à la collecte de quelques statistiques sommaires de façon à les remettre à jour périodiquement en vue de suivre l'évolution du secteur de la microfinance. Les informations collectées concernent surtout les valeurs des portefeuilles de crédit et de l'épargne mobilisée, la nature juridique et les méthodologies employées par les IMF, leur répartition géographique, et le pourcentage de femmes parmi la clientèle. Nous n'avons pas collecté de l'information sur les taux d'intérêts, la durée des crédits, ni les taux de remboursement.

La portée de la base de données est différente selon le type d'IMF. Alors que nous avons pu cerner la quasi-totalité des principales IMF de type non-coopératif (c'est-à-dire des IMF qui ont le statut légal d'ONG, de fondation, d'association, d'institution religieuse, de société de droit privé, ou de banque commerciale et qui ne sont pas organisées sur le modèle «coopératif»), nous n'avons inclus qu'une minorité de caisses populaires qui existent en Haïti. Par conséquent, les statistiques présentées ci-dessous sur les 74 caisses populaires dans la base de données doivent être interprétées comme **un sondage** basé sur un échantillon de la population globale de caisses populaires, que la plupart des observateurs situent à plus de trois cent cinquante (350). La grande majorité des caisses ainsi incluses sont membres du réseau d'Appui aux Coopératives d'Epargne et de Crédit Haïtiens (ACOOPECH) et de l'Association Nationale des Caisses Populaires Haïtiennes (ANACAPH) encadrée par le Développement International Desjardins. En revanche, les statistiques sur les 22 institutions de type non-coopératif peuvent être considérées comme **un recensement** de la population totale de ce type d'institution.¹

¹ Il faut dire que nous avons ciblé uniquement des institutions ayant atteint une certaine taille d'activité (150 clients et un portefeuille crédit d'au moins 100,000 Gourdes) et qui ont un objectif de pérennisation institutionnelle. Cela exclut donc des «projets» avec un volet crédit et des associations de petite taille.

Structure de la Base de Données

La base de données est organisée selon deux principes: le statut légal des IMF et les méthodologies qu'elles emploient. Si le terme « statut légal » ne présente aucune ambiguïté de sens, il n'en est pas de même pour les « méthodologies employées ». Nous présentons, donc, ci-dessous, un résumé des principales méthodologies employées par les IMF en Haïti.

Caisses Populaires. Les caisses populaires sont des IMF de type coopératif (ou assimilées à des coopératives) qui fournissent des services financiers seulement à leurs «membres» ou «sociétaires» sur une base mutuelle. On devient membre en achetant une part sociale de la caisse et en payant un droit d'entrée. Les caisses populaires sont gouvernées par une assemblée générale de membres et respectent le principe de gestion coopérative «un membre, un vote». L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an pour élire les organes décisionnels qui sont responsables de la mise en œuvre des politiques de crédit et d'épargne. De manière générale, les caisses populaires privilégient une stratégie autonome de croissance axée sur la mobilisation de l'épargne des membres pour constituer un fonds de prêt. Ainsi, dans la plupart des caisses, l'épargne mobilisée est supérieure à l'encours de crédit. Bien que les caisses populaires puissent pratiquer des méthodologies de crédit commun à d'autres IMF (notamment le crédit direct individuel et la méthodologie de groupes solidaires), nous avons classifié ces activités dans la méthodologie de «caisses populaires» parce qu'elles s'inscrivent toujours dans une logique coopérative où il faut être sociétaire pour bénéficier d'un tel crédit.

Banques Communautaires. Cette technique de microfinance implique une méthodologie de crédit solidaire regroupant, en général 20 à 35 individus (le plus souvent des femmes), qui, avec l'aide d'une IMF qui les encadre, se mettent ensemble pour fonder une « banque communautaire ». L'IMF fournit un fonds de prêt qui est réparti entre les membres de la banque qui se réunissent à des intervalles réguliers pour rembourser. Les membres se portent mutuellement garants, les impayés des uns devenant la responsabilité des autres lors des réunions de remboursement. A la fin d'un cycle de remboursement, les membres ayant tout remboursé sont éligibles pour un nouveau prêt. Les IMF qui financent les banques et déterminent leurs règles de fonctionnement exigent aussi, selon des formules quelque peu différentes, que les membres contribuent à une épargne en sus des intérêts versés qui sert à capitaliser la banque. Le plus souvent, le montant du prêt auquel les membres ont droit au prochain cycle est calculé en fonction de l'effort d'épargne fait lors du cycle précédent. Au fur et à mesure que les cycles de prêts progressent et que les membres développent une compétence gestionnaire, la banque accumule un capital et peut ainsi commencer à effectuer des prêts de ces ressources «internes» indépendamment des prêts «externes» financés par l'IMF. A terme, la banque communautaire peut devenir indépendante et l'IMF peut retirer son fonds de prêt. Dans la base de données, nous avons regroupé toutes les informations sur les banques communautaires au niveau des réseaux des IMF encadreurs.

Groupes Solidaires. Selon la méthodologie de crédit dite «Groupes Solidaires», une IMF fournit un crédit à un groupe de 3 à 10 individus (comme pour les banques communautaires, le plus souvent des femmes) qui se portent mutuellement garants pour le remboursement. La durée du prêt, le taux d'intérêt et le calendrier de remboursement sont déterminés par l'IMF, tandis que les montants reçus par chaque individu sont fixés par les membres du groupe et approuvés par l'IMF. De cette manière, la fonction d'évaluation du risque de crédit au niveau individuel est remplie par le groupe lui-même. A la fin d'un cycle de remboursement, l'octroi d'un crédit consécutif au groupe est conditionné par l'absence d'arriérés. Cette méthodologie est semblable à la méthodologie des banques communautaires dans son aspect de crédit solidaire. Mais elle s'en distingue par le fait qu'il n'existe pas d'objectif de «pérennisation» des groupes solidaires en institutions indépendantes de l'IMF qui les encadrent. Il n'y a pas non plus, de manière générale, d'obligation d'épargne faite aux membres du groupe pour bénéficier d'un crédit.²

Mutuelles de Solidarité. Les mutuelles de solidarité emploient une méthodologie «hybride» qui contient des éléments d'approche empruntés à la fois aux banques communautaires et aux caisses populaires. Elles sont des groupes de personnes, homogène socialement, cotisant à échéances régulières une même somme d'argent. L'objectif des mutuelles est de constituer : (a) un fond interne (caisse verte) qui est alimenté par les cotisations fixes et récupérables des membres en vue de faire du crédit, généralement sur une base rotative; (b) un fond d'urgence (caisse rouge) pour faire face aux éventualités constitué à partir des cotisations non-remboursables; et (c) un fond externe (caisse bleue) pour suppléer à la faiblesse du fonds interne. Ce fonds externe provient, en générale d'une IMF qui organise également une formation initiale pour les membres ainsi qu'un encadrement continu. Dans la base de données nous avons présenté les statistiques sur les mutuelles de solidarité, comme pour les banques communautaires, au niveau des IMF qui les encadrent et qui jouent un rôle de « tête de réseaux ».

Crédit Direct Individuel. Les IMF pratiquant la méthodologie de crédit direct individuel ont des techniques de crédit qui ressemblent plus aux techniques de crédit bancaire classique. Des prêts sont consentis aux individus; il n'y a pas de crédit solidaire. Les officiers de crédit des IMF circulent dans le milieu des microentrepreneurs et effectuent des visites aux clients pour évaluer leur moralité et leur capacité de remboursement. Les prêts sont approuvés à la suite d'une demande formelle et après une visite de l'officier de crédit. A la différence des méthodes de crédit solidaire, les officiers de crédit effectuent une analyse réelle de l'activité économique financée et du risque couru. En général, les clients ayant remboursé en respectant le calendrier établi sont éligibles pour un nouveau crédit, souvent d'un montant plus grand (après réexamen du dossier). En pratique, les IMF utilisant une approche de crédit direct individuel offrent des prêts d'un montant plus élevé que les IMF se spécialisant dans les groupes solidaires ou dans les banques communautaires.

² Il existe des exceptions dans des pratiques concernant l'épargne. Une IMF au moins ayant un réseau de groupes solidaires a aussi mis en place un programme d'épargne.

Note concernant les statistiques sur l'épargne

Dans les tableaux qui suivent nous présentons certaines statistiques traitant de l'épargne collectée par les IMF. Il est important de noter que ces statistiques comprennent deux types d'épargnes: l'épargne dite «obligatoire» ou «forcée» qui est liée à un crédit, et l'épargne libre ou volontaire qui n'est pas associée à un prêt. D'un point de vue étroitement financier, le premier type d'épargne n'est pas une «vraie épargne» parce qu'elle est toujours associée à un crédit supérieur. Si le client ne veut plus de prêt, on lui rend son épargne. De cette manière, l'épargne obligatoire ressemble plutôt à un dépôt de garanti remboursable lorsque le client ne veut plus de crédit et s'est acquitté de toutes ses obligations. Ce type d'épargne est surtout caractéristique des IMF pratiquant la méthodologie des banques communautaires. L'épargne libre, par contre, n'est pas associée à un prêt. L'épargnant n'est pas forcément emprunteur en même temps et il peut gérer son épargne de façon indépendante. Ce type d'épargne est généralement réservée aux caisses populaires et aux banques commerciales. Il existe néanmoins une diversité de pratiques d'épargne au niveau des IMF et il n'est pas toujours possible de séparer ces deux types.

Tableau 1 : Activités des IMF par Statut Légal

Statut Légal	Nombre d'institutions	Opérations de Crédit			Opérations d'Épargne			% de clients femmes/
		Portefeuille Crédit	Nombre de Prêts	Prêt moyen (Gde)	Épargne mobilisée	Épargnants	Épargne par tête (Gde)	
*Coopératives a/	74	364,098,300	8,992	40,491	559,590,771	161,115	3,473	48
Sociétés privées b/	3	531,868,203	15,714	33,847	169,783,618	61,132	2,777	62
Banques Commercialesb/	3	126,007,943	3,779	33,344	708,800	358	1,980	69
ONG	11	196,826,014	21,649	9,092	43,646,973	38396	1,137	82
Associations	2	127,278,203	7,336	17,350	1,767,047	3,247	544	66
Institutions Religieuses	1	5,841,778	6,102	957	4,895,929	8694	563	85
Fondations c/	2	98,220,567	18,479	5,315	18,367,415	19,938	921	60
Totaux	96	1,450,141,008	82,051	17,674	798,760,553	292,880	2,727	67

En millier de Gdes

Commentaire

Le statut légal définit le type d'institution devant la loi haïtienne et devant l'administration publique. Il n'indique rien, en soi, quant aux méthodologie(s) employée(s) par une IMF. Parmi toutes les catégories d'IMF sur le terrain en Haïti, seule la catégorie de «Banques Commerciales» est uniquement réservée aux institutions financières. Les IMF partagent toutes les autres catégories avec des institutions à caractère non-financier. Il est important de noter que, d'un point de vue légal, la catégorie « association » est sujette à un doute particulier dans la mesure où il n'y a pas de loi ni de texte législatif qui autorise la création d'une association. Cela n'empêche pas des IMF de s'enregistrer en tant que telles auprès des municipalités ou du Ministère des Affaires Sociales. Un projet de loi pour reconnaître les associations a été élaboré par le Ministère de la Planification et de la Coopération Extérieure en 1997 sans suite.

Notes

a/ Le pourcentage de clients femmes est calculé à partir de chiffres sur les «emprunteurs » pour toute les catégories et méthodologies sauf celles des coopératives et des mutuelles de solidarité, où le pourcentage est basé sur le nombre de « sociétaires ».

b/L'épargne des «clients microcrédit » pour ces catégories n'est fourni que par quelques institutions

c/ La ligne « Fondation » comprend une institution qui est à la fois ONG et Fondation. Nous l'avons rangée de façon arbitraire dans la catégorie des fondations.

Tableau 2 : Activités des IMF par Méthodologies Employées

Méthodologies Employées	Nombre d'institutions a/	Opérations de Crédit			Opérations d'Epargne			% de clients femmes
		Portefeuille Crédit	Nombre de Prêts	Prêt moyen (Gdes)	Epargne mobilisée	Epargnants	Epargne par tête (Gdes)	
Caisses Populaires b/	74	364,098,300	8,982	40,536	559,590,771	161,115	3,473	48
Banques Communautaires	10	127,783,829	32,914	3,882	32,635,624	41,770	781	81
Groupes Solidaires	6	171,358,001	12,433	13,783	188,453,704	76,082	2,477	85
Mutuelles de Solidarité	3	9,784,957	850	11,512	1,442,666	6,207	232	94
Crédit Direct Individuel	15	777,151,921	26,862	28,931	16,637,788	7,706	2,159	63
Totaux (hors Caisses Pop)	34	1,086,078,708	73,059	14,866	239,169,782	131,765	1,815	80
Totaux Globaux	108	1,450,177,008	82,041	17,676	798,760,553	292,880	2,727	58

En millier de Gdes

Commentaire

La «méthodologie employée» désigne la méthodologie particulière que les IMF utilisent pour faire du crédit et pour structurer leurs propres opérations. Les cinq grands types de méthodologies indiqués ici sont décrits dans l'introduction. Il faut noter que les mutuelles de solidarité sont, de loin, la méthodologie la plus jeune en Haïti, ce qui explique son faible taux de pénétration. Nous avons voulu présenter le Crédit Direct Individuel en deux parties—celui accordé par les banques commerciales et celui accordé par tous les autres types d'institutions. Bien que tous emploient plus ou moins les mêmes techniques de crédit, les banques commerciales ont ciblé une clientèle capable d'absorber des montants de crédit plus importants.

Notes

a/ Un certain nombre d'IMF pratiquent plusieurs méthodologies à la fois. Nous avons réparti leurs activités selon la méthodologie. Donc, le total des institutions dans cette colonne est supérieur au nombre total des IMF dans la base de données. Au total sept institutions pratiquent au moins deux méthodologies

b/ Le pourcentage de clients femmes est calculé à partir de chiffres sur les «emprunteurs» pour toute les catégories et méthodologies sauf celles des coopératives et des mutuelles de solidarité, où le pourcentage est basé sur le nombre de «sociétaires».

Tableau 3: Répartition des IMF par Statut Légal et Méthodologies Employées

Statut Légal	Nombre d'Institutions	Méthodologies Employées				
		Caisses Populaires	Crédit Direct Individuel	Banques Communautaires	Groupes Solidaires	Mutuelles de Solidarité
Coopératives	74	74				
Banques Commerciales	3		3			
Société de Droit Privé	3		2		1	
ONG	11		7	7	3	1
Associations	2		2	1		1
Institutions Religieuses	1			1		
Fondations	2		1	1	2	1
Totaux	96	74	15	10	6	3

Commentaire

Ce tableau présente le nombre d'IMF par statut légal et par méthodologie. Il constitue le lien logique entre les Tableaux 1 et 2 qui permettent de cerner la structure institutionnelle du secteur de la microfinance. Il est important de noter que, compte tenu que plusieurs IMF pratique plusieurs méthodologies à la fois, les totaux horizontaux sont parfois supérieurs au nombre d'institutions dans la première colonne.

Tableau 4: Répartition des Institutions par Département et par Méthodologies Employées

Département	Nombre d'Institutions	Méthodologies Employées				
		Caisses Populaires	Crédit Direct Individuel	Banques Communautaires	Groupes Solidaires	Mutuelles de Solidarité
Nord	23	6	8	6	1	2
Nord Ouest	13	6	4	2	1	0
Nord-Est	16	10	2	2	1	1
Artibonite	22	8	8	2	4	0
Centre	10	4	1	2	3	0
Ouest	79	14	44	8	10	3
Sud	23	11	6	4	1	1
Sud-Est	44	8	13	11	11	1
Grande Anse	15	7	3	3	1	1

Commentaire

Ce tableau permet d'évaluer l'offre de microcrédit dans les neuf Départements d'Haïti. Il est important de noter que la bonne distribution du crédit direct individuel en dehors du Département de l'Ouest est presque entièrement due aux succursales des banques commerciales et à une seule fondation/ONG ayant une forte implantation en province. Donc cette méthodologie, plus que les autres, semble être caractérisée par une forte concentration dans la zone de Port-au-Prince.

Tableau 5: Clients de Sexe Féminin

Méthodologies a/	Nombre de clients de sexe féminin	Pourcentage de clients de sexe féminin	
		Moyen	Ecart
Caisses Populaires	66,177	48	41 – 58
Banques Communautaires	38,522	81	52 – 100
Groupes Solidaires	35,296	85	50 – 99
Mutuelles de Solidarité	6,313	94	88 – 100
Crédit Direct Individuel	18,712	63	47 – 93
Totaux (hors Caisses Pop)	98,843	80	47 - 100
Totaux Globaux	165,020	58	41 - 100

Commentaire

Ce tableau présente le nombre absolu de femmes desservies par les principales méthodologies, ainsi que les pourcentages moyens, les minima et les maxima de « femmes clients » par institution.

Notes

a/ Les chiffres donnés pour les caisses populaires sont basés sur le nombre de femmes sociétaires. Les calculs pour les autres méthodologies ont été faits à partir de statistiques sur le sexe des clients ayant un prêt actif.

Tableau 6: Evolution du portefeuille de crédit en fonction du Statut Légal

Enquête	Coopératives	Banques Commerciales/ Sociétés privées	ONG	Associations	Institutions Religieuses	Fondations
Septembre 2004	364,098,300	657,876,146	196,862,014	127,278,203	5,841,778	98,220,567
Septembre 2003	265,435,606	440,535,931	133,962,215	102,531,695	----	97,134,395
Septembre 2002	370,268,328	247,719,891	85,675,601	64,941,178	8,277,520	57,823,642
Septembre 2001	271,877,000	191,238,000	105,678,000	24,455,000	12,360,000	49,383,000
Septembre 2000	340,493,000	109,312,000	64,967,000	15,485,000	7,156,000	55,189,000
Mars 2000	281,102,000	81,867,000	46,702,000	16,119,000	9,795,000	51,337,000
Septembre 1999	202,074,056	65,249,000	48,877,000	14,426,000	7,846,000	42,985,000

En millier de Gdes

Commentaires

Ce tableau présente l'évolution du portefeuille de crédit en fonction du statut légal de l'Institution de Microfinance suivant les informations collectées pour les différents recensements. Bien que ce tableau ne présente par l'évolution réelle du portefeuille compte tenu de la variation enregistrée au niveau du nombre d'IMF ayant fourni ces informations, il montre toutefois une certaine croissance du portefeuille.

Il est à noter que la variation au niveau du nombre des institutions enquêtées est due à la non participation de certaines caisses populaires et des ONG de la base de données.

Tableau 7: Evolution du portefeuille de crédit en fonction des méthodologies

Enquête	Coopératives	Banques Communautaires	Groupes Solidaires	Mutuelles de Solidarité	Crédit Direct Individuel
Septembre 2004	364,098,300	127,783,829	171,358,001	9,784,957	777,151,921
Septembre 2003	265,435,606	56,893,851	92,566,427	4,598,750	620,105,208
Septembre 2002	370,268,328	66,938,685	32,002,004	4,090,345	361,406,796
Septembre 2001	271,877,000	47,822,000	38,115,000	4,395,000	292,772,000
Septembre 2000	340,493,000	41,136,000	22,183,000	1,677,000	187,113,000
Mars 2000	281,102,000	31,644,000	25,816,000	797,000	147,563,000
Septembre 1999	202,074,056	27,439,000	18,933,000	-	133,010,000

En millier de Gdes

Commentaires

Ce tableau présente l'évolution du portefeuille de crédit en fonction des méthodologies des Institutions de Microfinance suivant les informations collectées pour les différents recensements. Bien que ce tableau ne présente par l'évolution réelle du portefeuille compte tenu de la variation enregistrée au niveau du nombre d'IMF ayant fourni ces informations, il montre toutefois une certaine croissance du portefeuille.

Il est à noter que la variation au niveau du nombre d'institutions enquêtées est due à la non participation de certaines caisses populaires et d'ONG de la base de données.

Tableau 8: Evolution de l'épargne en fonction du Statut Légal

Enquête	Coopératives	ONG	Associations	Institutions Religieuses	Fondations	Banques Commerciales et Sociétés Privées
Septembre 2004	559,590,771	43,646,973	1,767,047	4,895,929	18,367,415	170,492,418
Septembre 2003	445,506,150	28,523,274	955,860	---	176,126,308	6,856,877
Septembre 2002	555,767,862	10,486,778	3,571,110	5,218,632	98,500,000	n/d
Septembre 2001	350,776,000	15,432,000	1,374,000	5,901,000	72,405,000	n/d
Septembre 2000	443,313,000	8,008,000	1,747,000	4,147,000	23,071,000	n/d
Mars 2000	317,872,000	6,927,000	1,060,000	3,641,000	16,951,000	n/d
Septembre 1999	219,060,336	2,010,000	-	3,900,000	14,449,000	n/d

En millier de Gdes

Commentaires

Ce tableau présente l'évolution de l'épargne en fonction du statut légal des Institutions de Microfinance suivant les informations collectées pour les différents recensements. Ce tableau ne présente pas l'évolution réelle du montant d'épargne collecté compte tenu de la variation enregistrée au niveau du nombre d'IMF ayant fourni ces informations.

Il est à noter que la variation au niveau du nombre d'institutions enquêtées est due à la non participation de certaines caisses populaires et ONG de la base de données.

Il est aussi à noter que les banques commerciales ne figurent pas dans ce tableau étant donné que l'épargne des « clients microcrédit » n'a pas été comptabilisée. Il faut aussi retenir que des institutions enquêtées, certaines ne collectent pas d'épargne.

Tableau 9: Evolution de l'épargne en fonction des méthodologies

Enquête	Coopératives	Banques Communautaires	Groupes Solidaires	Mutuelles de Solidarité	Crédit Direct Individuel
Septembre 2004	559,590,771	32,635,624	188,453,704	1,442,666	16,637,788
Septembre 2003	445,506,150	20,013,863	177,280,574	--	15,167,883
Septembre 2002	555,767,862	9,354,525	102,277,687	837,600	5,306,709
Septembre 2001	350,776,000	11,279,000	74,166,000	172,000	9,494,000
Septembre 2000	443,313,000	8,323,000	20,473,000	2,344,000	5,832,000
Mars 2000	317,872,000	7,660,000	16,495,000	1,064,000	3,359,000
Septembre 1999	219,060,336	6,681,000	13,679,000	-	-

En millier de Gdes

Commentaires

Ce tableau présente l'évolution de l'épargne en fonction des méthodologies des Institutions de Microfinance suivant les informations collectées pour les différents recensements. Ce tableau ne présente pas l'évolution réelle du montant d'épargne collecté compte tenu de la variation enregistrée au niveau du nombre d'IMF ayant fourni ces informations.

Il est à noter que la variation au niveau du nombre d'institutions enquêtées est due à la non participation de certaines caisses populaires et ONG de la base de données.

Il est aussi à noter que les banques commerciales ne figurent pas dans ce tableau étant donné que l'épargne des « clients microcrédit » n'a pas été comptabilisée. Il faut aussi retenir que des institutions enquêtées, certaines ne collectent pas d'épargne.

ANNEXE: IMF DANS LA BASE DE DONNEES (par méthodologie)

CAISSES POPULAIRES (58)

Réseaux des Caisses Populaires DID et de l'Association Nationale des Caisses Populaires
Haïtiennes – ANACAPH (72 caisses)³

CODE, Collectif Développement

Caisse Populaire de Cance (CPC)

BANQUES COMMUNAUTAIRES (12)

ACLAM, Organisation Non-Gouvernementale

CARITAS – Haiti, Fondation

Catholic Relief Services/CRS, Organisation Non-Gouvernementale

COD/EMH, Institution Religieuse

Concern Worldwide Haïti, Organisation Non-Gouvernementale

FINCA, Organisation Non-Gouvernementale

FONDESPOIR, Organisation Non-Gouvernementale

GRAIFSI, Association

GTIH, Association sans but lucratif

PWOFOD, Organisation Non-Gouvernementale

Service and Development Agency Inc. (SADA), Organisation Non-Gouvernementale

World Relief/FEMA, Organisation Non-Gouvernementale

GROUPE SOLIDAIRES (6)

CARITAS – Haiti, Fondation

Concern Worldwide, Organisation Non-Gouvernementale

FONDESPOIR, Organisation Non-Gouvernementale

FONKOZE, Fondation

ID, Organisation Non-Gouvernementale

FONKOZE Sèvis Finansye, Société de Droit Privé

³ Pour obtenir la liste des institutions membres de ce réseau, contacter l'ANACAPH au 511-1343 / 511-1344

CRÉDIT DIRECT INDIVIDUEL (15)

ACLAM, Organisation Non-Gouvernementale
ACME, Association sans but lucratif
Banque de l'Union Haïtienne, Banque Commerciale (BUH-Kredi Popilè)
Banque Populaire Haïtienne, Banque Commerciale (Microcrédit BPH)
Concern World Wide, Organisation Non-Gouvernementale
Fondation Haïtienne d'Aide à la Femme (FHAF), Organisation Non-Gouvernementale
FONDESPOIR, Organisation Non-Gouvernementale
FONKOZE, Fondation
GRAIFSI, Association sans but lucratif
GTIH, Organisation Non-Gouvernementale
Initiative Développement Programme de St. Martin, Organisation Non-Gouvernementale
Microcrédit Capital, Banque Commerciale
Microcrédit National, Société de Droit Privé
PWOFOOD, Organisation Non-Gouvernementale
SOGESOL, Société de Droit Privé

MUTUELLES DE SOLIDARITÉ (3)

CARITAS – Haiti, Fondation
Fondation Haïtienne d'Aide à la Femme (FHAF), Organisation Non-Gouvernementale
GRAIFSI, Association sans but lucratif